

Forêts et **CROISSANCE**

Les forêts sont un atout essentiel pour la stabilité du climat; comme l'a montré le Brésil, leur protection est compatible avec le développement

Forêt atlantique, Brésil.

Frances Seymour et Jonah Busch

DANS l'imaginaire populaire, les forêts tropicales sont synonymes de beauté et d'émerveillement, riches de diversité culturelle et biologique. Les planificateurs du développement les considèrent, plus prosaïquement, comme une source de revenus forestiers ou comme une réserve de terres pour l'expansion agricole. Dans les faits, toutefois, une troisième vision des forêts tropicales se répand à grande vitesse : elles seraient à l'origine de services essentiels, à la fois pour la stabilité du climat et le développement.

La protection des forêts tropicales n'est pas nécessairement un frein au développement, ni un jeu à somme nulle entre croissance et réduction de la pauvreté. Le Brésil a montré que nombre des étapes requises pour protéger les forêts étaient réalisables, abordables et sans regrets, compatibles avec une croissance plus équitable pour tous. Verser une redevance aux pays en développement pour séquestrer le carbone dans les bois peut contribuer à lutter contre les incitations financières à la déforestation.

Du problème à la solution

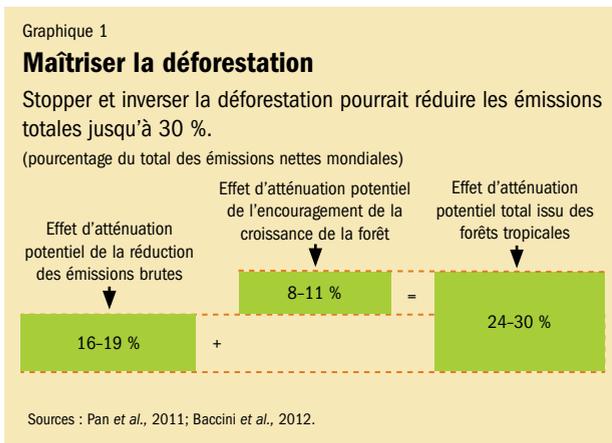
Il est de plus en plus admis que le changement climatique représente une menace sérieuse pour la croissance économique mondiale et le développement, en particulier pour les ménages et les pays pauvres. L'exposition à une seule catastrophe naturelle majeure, telle qu'un cyclone (dont les

occurrences devraient devenir plus fréquentes et plus graves avec le réchauffement), peut éjecter un pays de la voie de la croissance économique pendant des dizaines d'années (Hsiang et Jina, 2014).

Alors que personne n'ignore que la combustion des énergies fossiles produit les émissions qui causent les changements climatiques, le rôle de la déforestation est moins bien connu et la protection des forêts constitue une solution sous-évaluée à ce problème. À chaque fois qu'une zone forestière est défrichée ou incendiée, le carbone stocké dans les troncs, dans les branches et dans les feuilles des arbres se répand dans l'atmosphère. La contribution totale des émissions causées par la déforestation excède celle de l'Union européenne et n'est dépassée que par la Chine et les États-Unis. Mettre un terme au recul de la forêt tropicale (dont le rythme actuel représente la taille de l'Autriche chaque année) réduirait considérablement les émissions annuelles mondiales.

En outre, comme les forêts réabsorbent le carbone lorsqu'elles repoussent, elles pourraient également atténuer les émissions issues d'autres sources. En d'autres termes, les forêts représentent une technologie naturelle de capture et de séquestration du carbone à même d'induire des émissions nettes négatives, essentielles pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, qui vise à long terme un équilibre des émissions et des coupes. Cesser la déforestation tropicale et laisser les forêts détruites se





reconstituer pourrait entraîner une baisse des émissions allant jusqu'à 30 % (graphique 1).

C'est notamment en raison du potentiel des forêts à atténuer les émissions que l'Accord de Paris consacre un article entier à leur préservation, qui constitue une occasion majeure de coopération internationale. Le texte encourage le cadre REDD+ de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière : les pays riches doivent s'acquitter auprès des pays en développement de versements liés aux résultats afin de réduire les émissions en rapport avec la forêt. De tels flux de revenus peuvent dédommager, au moins en partie, les pays qui comptent une vaste couverture forestière et renoncent ainsi aux bénéfices de son exploitation.

En outre, contrairement à l'exploitation et à la conversion des forêts en cultures d'exportation (synonymes de corruption, de conflits et de violence dans de nombreux pays), le fait de rémunérer les pays forestiers pour préserver leurs bois peut contribuer à mieux gérer ces derniers. Des versements liés aux résultats supposent que les pouvoirs publics suivent et rendent compte des avancées sur la base d'indicateurs prédéfinis, ce qui se traduit par une gestion des forêts plus transparente et plus responsable, sans compter que des versements liés aux résultats réduisent les possibilités de corruption.

Des contributions invisibles

Les mesures qui visent à réduire la déforestation vont de pair avec une croissance inclusive, et pas seulement à travers la protection du climat ou une meilleure gouvernance. Les populations qui vivent dans et autour des forêts prélèvent du bois comme source d'énergie et de charbon; elles se nourrissent de fruits sauvages, de noix, de champignons, d'insectes et de gibier; enfin, elles cueillent un grand nombre de plantes à des fins médicinales ou d'ornementation. D'après des études menées dans 24 pays, ces produits forestiers représenteraient en moyenne 21 % du revenu de ces populations (Angelsen *et al.*, 2014).

Cependant, les contributions économiques des forêts dépassent largement les biens, pour s'étendre aux services rendus par l'écosystème à l'échelle locale ou plus vaste. Au niveau des fermes et des villages, elles offrent un habitat aux oiseaux, aux chauves-souris et aux insectes qui pollinisent les cultures, elles aident à stabiliser des collines exposées aux glissements de terrain et protègent les populations côtières contre les tempêtes. Les bassins hydrographiques forestiers apportent de l'eau douce aux réservoirs qui alimentent

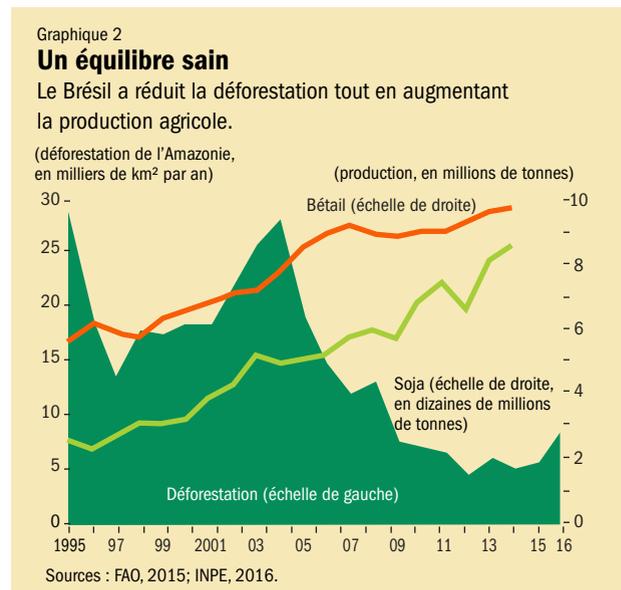
les barrages électriques, soutiennent les systèmes d'irrigation et répondent aux besoins en eau des municipalités. Selon une étude récente, les forêts joueraient un rôle essentiel dans le déclenchement des chutes de pluie nécessaires à la productivité agricole sur tous les continents (Lawrence et Vandecar, 2015).

Pourtant, les contributions nombreuses et variées des forêts à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies (lutte contre la faim et la pauvreté, santé, énergies propres, eau saine et protection contre les catastrophes) passent largement inaperçues aux yeux des décideurs économiques. Les enquêtes statistiques et les comptes nationaux ne tiennent généralement pas compte des revenus produits par la forêt, tandis qu'aucune valeur n'est accordée aux services rendus par son écosystème dans les analyses économiques. Cette comptabilité erronée parle en faveur de la déforestation pour d'autres usages.

Néanmoins, une évaluation économique indique que les pertes liées à la destruction des forêts peuvent se révéler considérables, comme l'ont bien montré les feux qui ont ravagé l'Indonésie en 2015, détruisant l'équivalent de l'État américain du New Jersey. La Banque mondiale estime les pertes causées par ces incendies à 16 milliards de dollars, soit deux fois les revenus potentiellement tirés de la plantation sur les terres brûlées de palmiers à huile, dont la culture est largement responsable de la déforestation (Banque mondiale, 2015). Si estimer la valeur des services de la forêt pose des problèmes méthodologiques, le calcul de la valeur associée au stockage du carbone par les arbres est faisable, et de plus en plus précis.

Réalisable et abordable

Le Brésil a démontré qu'il était possible de dissocier agriculture et déforestation. En dix ans, à partir de 2004, le pays a fait baisser de quelque 80 % le taux de recul de la forêt amazonienne. Cette diminution s'est accompagnée d'une hausse de la production de soja et de bœuf, deux moteurs essentiels de la coupe des arbres (graphique 2). Cette réussite du Brésil bat en brèche l'affirmation fréquemment avancée par les industriels du bois et de l'agriculture, ainsi que par les pouvoirs publics qui les soutiennent, selon laquelle l'exploitation et la conversion des forêts à d'autres usages



seraient indispensables à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté rurale.

Quelle fut la recette du Brésil? En réponse aux mouvements d'opinion nationaux et à la mauvaise image renvoyée à l'international par la destruction de la forêt et l'impunité qui régnait en Amazonie, le pays a mobilisé la volonté politique pour mettre en œuvre un train de mesures destiné à modérer la déforestation, telles que la création d'espaces protégés et de territoires indigènes, une meilleure application de la loi face à l'exploitation et au défrichage illégaux, ou encore une baisse des crédits aux municipalités qui coupaient le plus d'arbres. En outre, sous la pression des activistes, les industriels du soja ont cessé de s'approvisionner auprès d'agriculteurs qui exploitent les terres récemment défrichées. La surveillance de la déforestation par satellite a constitué un nouvel outil efficace de mise en œuvre de ces politiques, permettant aux autorités de prendre les défricheurs illégaux sur le fait. Les images prises par satellite ont accru la prise de conscience du problème par le public et renforcé la volonté politique dans le bon sens.

L'exemple du Brésil a également brisé les mythes sur les causes de la déforestation. En Amazonie, ce sont les riches exploitants de soja et les gros éleveurs de bétail qui en ont le plus bénéficié, et non les populations indigènes et autres peuples locaux, dont le bien-être dépendait le plus des biens et services de la forêt. De fait, sous les tropiques, la présence d'indigènes est associée au maintien d'une couverture forestière, alors que le principal moteur de la déforestation sous ces latitudes est la conversion des bois à l'échelle commerciale pour la production de biens vendus à l'international, comme l'huile de palme, le soja, le bœuf ou la pâte à papier. En raison de droits de propriété mal définis et faiblement défendus, les limites de la forêt sont souvent l'objet de conflits entre ceux qui se disputent ses ressources.

Reconnaître les droits des indigènes, mieux faire respecter la loi, mais aussi renforcer la transparence et la responsabilité de l'occupation et de la gestion des sols vont de pair avec une croissance plus équitable et inclusive. Et ces mesures sont abordables : la mise en œuvre de la politique brésilienne aurait coûté à l'État fédéral, aux États fédérés et aux municipalités environ 2 milliards de dollars, soit moins de 4 dollars la tonne de CO₂ ainsi évitée (Fogliano de Souza Cunha *et al.*, 2016), ce qui est bien inférieur au coût de ces émissions pour la société ou à celui de la réduction des pollutions dans d'autres secteurs.

De fait, réduire la déforestation présente l'un des meilleurs rapports qualité-prix pour l'atténuation des émissions à l'origine du réchauffement climatique, tout en permettant d'avancer plus vite et à moindre coût vers les objectifs de l'Accord de Paris. Enfin, c'est sans compter sur les bénéfices des services forestiers non producteurs de carbone pour les populations locales. Au Brésil, parmi ces bénéfices figurent les chutes de pluie qui arrosent les champs de blé du sud du pays, atténuent la sécheresse et réduisent les sédiments qui s'accumulent derrière les barrages du deuxième producteur mondial d'hydroélectricité.

La pièce manquante

La science (qui associe déforestation et changements climatiques), l'économie de l'atténuation des émissions par la forêt, l'évaluation des bénéfices de cette dernière pour le développement et les principes de l'Accord de Paris convergent tous en faveur d'une coopération

internationale pour la protection des forêts compatible avec une croissance inclusive. La pièce manquante est le financement lié aux résultats. Le Brésil a reçu plus d'un milliard de dollars de fonds REDD+, ce qui ne représente qu'une fraction de la valeur des émissions évitées par le recul de la déforestation. En outre, depuis deux ans, la déforestation brésilienne est repartie à la hausse, en partie à cause de coupes dans les budgets d'application de la loi.

Il existe plusieurs sources de financement REDD+ possibles, au-delà d'enveloppes d'aide limitées. Le Fonds vert pour le climat est en train de mettre au point un tel dispositif. La Californie et l'Organisation de l'aviation civile internationale étudient la mise en place de crédits forestiers internationaux dans le cadre de leurs programmes de réduction des émissions. Mais ces initiatives émergent tout juste et n'ont pas encore incité les décideurs des pays forestiers à passer à l'acte.

Avec des instruments financiers appropriés, des versements garantis, publics ou privés, d'incitation à la réduction des émissions liées à la forêt pourraient transformer en actif monnayable le flux futur de services de séquestration de carbone. Les fonds qui subventionnent actuellement des combustibles fossiles constitueraient une source particulièrement appropriée de financements nationaux et internationaux. Plutôt que comme des aides, les versements REDD+ devraient être considérés comme l'achat d'un service dont le monde a urgemment besoin.

Si la disponibilité des financements liés aux résultats n'augmente pas de manière considérable, REDD+ restera une belle idée à peine mise en pratique. Ce serait l'occasion manquée d'un partenariat gagnant-gagnant pour le climat comme pour le développement. ■

Frances Seymour et Jonah Busch sont Senior Fellows au Center for Global Development. Ils ont publié Why Forests? Why Now? The Science, Economics, and Politics of Tropical Forests and Climate Change.

Bibliographie :

- Angelsen, Arild, and others. 2014. "Environmental Income and Rural Livelihoods: A Global-Comparative Analysis." *World Development* 64: S12–28.
- Baccini, A., and others. 2012. "Estimated Carbon Dioxide Emissions from Tropical Deforestation Improved by Carbon-Density Maps." *Nature Climate Change* 2 (3): 182–85.
- Fogliano de Souza Cunha, Felipe A., and others. 2016. "The Implementation Costs of Forest Conservation Policies in Brazil." *Ecological Economics* 130: 209–20.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Statistics Division, "Production quantities by country," updated 2015, http://faostat3.fao.org/browse/O/*E
- Hsiang, S. M., and A. S. Jina. 2014. "The Causal Effect of Environmental Catastrophe on Long-Run Economic Growth: Evidence from 6,700 Cyclones." NBER Working Paper 20352, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Lawrence, D., and K. VandeCar. 2015. "Effects of Tropical Deforestation on Climate and Agriculture." *Nature Climate Change* 5 (1): 27–36.
- National Institute for Space Research (INPE). 2016. "Projeto Prodes: Monitoramento da Floresta Amazônica Brasileira Por Satélite." <http://www.obt.inpe.br/prodes/index.php>
- Pan, Yude, and others. 2011. "A Large and Persistent Carbon Sink in the World's Forests." *Science* 333 (6045): 988–93.
- World Bank. 2015. "Reforming amid Uncertainty." *Indonesia Economic Quarterly* (December).